

**Union européenne - Espagne -
Migrations - Brexit - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec «CNews» - extraits**
(Paris, 09 octobre 2017)

Q - Bonjour, bienvenue Nathalie Loiseau. Merci d'être avec nous. La semaine sera sociale et européenne. La semaine ? L'année ?

R - Le quinquennat sera européen, je pense.

(...)

Q - Votre partition, c'est l'Europe, comme le président de la République que vous accompagnez quelquefois dans ses voyages ou Jean-Yves Le Drian. Cela va bien avec lui d'ailleurs ?

R - C'est formidable, oui.

Q - Pourquoi ?

R - Parce que c'est un homme compétent, qui connaît sa partition, avec lequel c'est très facile de travailler. C'est un Européen convaincu mais il a beaucoup de choses à faire aussi sur les autres sujets.

Q - Alors en Catalogne, les anti-indépendantistes longtemps silencieux et peut-être même apeurés par le climat général sont descendus en masse hier dans tout Barcelone. Est-ce que cela veut dire que la majorité silencieuse sort du silence, s'exprime et que cela peut faire changer les choses ?

R - À l'évidence, on ne peut pas résumer la Catalogne à la consultation que les indépendantistes avaient organisée il y a maintenant une dizaine de jours. Ce serait faire une erreur de lecture. D'abord cette consultation était contraire à la constitution et puis il n'y a eu aucun moyen d'en vérifier la qualité. Ni les listes d'électeurs, ni le déroulement du scrutin, ni le dépouillement n'ont été vérifiés.

Q - Cela veut dire que les indépendantistes sont dans l'illégalité pour l'Europe et pour la

France.

R - Pour la constitution espagnole. À partir de là, nous n'avons pas de raison de penser différemment de ce que pense la constitution espagnole. Nous sommes des partenaires, des alliés de l'Espagne et l'Espagne est une grande démocratie. Donc il ne s'agit pas de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne.

Q - Très bien, mais la France a pris position et a choisi l'Espagne unie. L'Allemagne, l'Union européenne, le FMI aussi. Comment persuader ou dissuader le président de la Catalogne d'annoncer demain qu'il choisit unilatéralement l'indépendance de la Catalogne tout en respectant l'indépendance et la souveraineté des pays.

R - Ce qui est important, c'est que cette crise - puisque c'est une crise - puisse être surmontée par le dialogue avec toutes les forces politiques espagnoles. S'il devait y avoir une déclaration d'indépendance, elle serait unilatérale, elle ne serait pas reconnue et chacun le sait, Carles Puigdemont aussi bien que les autres.

Q - Cela isolerait la Catalogne.

R - Donc ce serait une fuite en avant.

Q - Ce que l'on a remarqué, c'est que l'intransigeances des pro-indépendance ont sonné le réveil des anti-indépendance, on l'a vu hier. C'est donc camp contre camp. Est-ce que cela représente un certain danger ?

R - Ce qu'il faut, c'est que cette opposition-là puisse s'exprimer pacifiquement. C'est le cas jusqu'à présent. Il y a aussi beaucoup de responsabilité, beaucoup de dignité dans tout ce qu'on a vu. Les images d'hier étaient très dignes. Maintenant, il faut apaiser les tensions et il faut faire en sorte de revenir à la raison. Qu'est-ce que c'est la raison aujourd'hui ? Est-ce que vous pensez qu'une région en Europe pourra régler les problèmes et les attentes de ses citoyens là où tous les défis auxquels on est confronté sont à l'échelle du continent et même pas des États nations ? C'est évidemment déraisonnable.

Q - Oui. Vous voyez bien que la région toute seule n'aurait pas sa place dans l'Union européenne.

R - Elle en sortirait. Si son indépendance était reconnue, ce qui n'est pas ce dont on est en train de parler, la première conséquence : automatiquement, elle sortirait de l'Union européenne.

Q - Est-ce qu'il faut encourager les banques et les entreprises y compris françaises à se délocaliser et à ne pas rester en Catalogne ?

R - Sûrement pas. Il ne faut pas intervenir. Ce qu'on constate, c'est qu'un certain nombre d'entreprises espagnoles, catalanes, se délocalisent parce qu'elles sont inquiètes.

Q - Certains évoquent une médiation. Le Premier ministre de l'Espagne, Rajoy, n'en veut pas. Comment on peut les encourager à dialoguer ? Est-ce qu'une médiation est possible entre l'État et une province qui se rebelle ?

R - Vous l'avez dit. Le Premier ministre espagnol ne veut pas de médiation. Pour être une médiation acceptée, il faut l'être par les deux parties. Cela n'est pas le cas. Aujourd'hui, souvenons-nous d'une chose, c'est que les pouvoirs de ce qu'on appelle les generalitats, les provinces en Espagne, sont particulièrement forts. Cela n'a rien à voir avec nos régions françaises. Donc il y a une autonomie qui est déjà considérable.

N'allons pas réinventer un système institutionnel dans un pays qui a déjà fait beaucoup pour que ses régions puissent décider de manière autonome pour leur destin.

Q - Voilà pour la Catalogne qui va être encore dans l'actualité aujourd'hui et demain et pendant quelques jours. Demain, le président de la République Emmanuel Macron et la chancelière Merkel vont inaugurer ensemble la célèbre Foire du livre de Francfort. C'est la place de la culture et de l'art dans l'Europe. On a envie de dire que c'est formidable mais cela ne suffit pas, mais déjà cela a son importance que des livres, romans ou essais des deux pays, soient traduits et qu'ils circulent dans les deux langues.

R - Vous savez ce qu'avait dit Jean Monnet sur la construction européenne ? Il avait dit : «Si c'était à refaire, je commencerais par la culture.» Il faut que l'Europe de la culture soit encore davantage une réalité qu'elle ne l'est, c'est-à-dire les questions de traduction, les questions de droits d'auteur. Erasmus, qui est un programme magnifique que tout le monde connaît, doit et peut être élargi à un Erasmus des professionnels de la culture pour que quand on s'occupe de culture, on ne soit pas enfermé dans son petit périmètre national, qu'on sache ce qui se passe ailleurs.

Q - Ça, c'est formidable la culture. Mais est-ce que la France ne serait pas plus crédible si elle ne réduisait pas le budget de la culture dans le budget 2018 ? Elle le réduit, elle le laisse stable.

R - Il y a très peu de pays qui font autant au niveau national, public, pour la culture que la France. Il y a une politique culturelle qui est extrêmement vivace dans notre pays et puis il y a des acteurs locaux - les régions, les villes - et il y a du mécénat privé. Cela ne se résume pas à un budget ou à une partie d'un budget d'un ministère.

Q - Alors, on l'a dit, la culture oui mais cela ne suffit pas. Le président de la République va-t-il insister à Francfort, avec celle qui était chancelière et qui le sera sans doute bientôt, comme il l'a fait à la Sorbonne devant les ambassadeurs et, si je me rappelle bien, à Athènes, sur le projet de la refondation de l'Europe ? Mais comment on peut refonder l'Europe quand on voit que dans tous les domaines elle a l'air de se désagréger ou de se disloquer ?

R - Non. Il y a des pays européens qui sont en difficulté et puis il y a un événement que l'on a observé qui est le départ du Royaume-Uni programmé pour fin mars 2019. Mais je dirais que ce Brexit, qui n'est pas une bonne nouvelle, pour le Royaume-Uni sûrement pas et pour l'Europe non plus, a donné un coup de boost aux 27 autres États membres de l'Union européenne. Le sentiment qu'il faut plus d'Europe et une Europe plus efficace, plus proche des citoyens, qui réponde davantage aux besoins. Il y a un élan européen aujourd'hui qui est très fort, qui a été renforcé par l'élection d'Emmanuel Macron et une attente de France en Europe.

Q - Oui, mais on ne voit pas tellement cet élan dans toute l'Europe.

R - Je ne suis pas d'accord.

Q - Non, mais regardez la situation en Italie, la situation en Espagne, les difficultés de la Grèce, de l'Europe centrale. Vous venez de Pologne ?

R - Oui.

Q - Vous allez, si je suis bien renseigné, jeudi en Hongrie.

R - Vous êtes bien renseigné.

Q - Vous allez parler sans doute de différents sujets, on va en parler dans un instant, mais vous voyez bien qu'il y a des résistances ou des réticences. Que, par exemple, en Autriche dans quelques jours il va y avoir une élection et que le favori est un jeune ambitieux sans limites d'après ce qu'on dit, qui est foncièrement anti-européen, Sebastian Kurz, de 31 ans.

R - D'abord, Sebastian Kurz est déjà au pouvoir aujourd'hui. On verra ce que sera le résultat de l'élection et le programme d'un gouvernement autrichien. Contrairement à votre lecture un peu pessimiste, ce que je constate en travaillant tous les jours avec les autres Européens, c'est une envie de travailler ensemble.

Q - C'est la vision optimiste.

R - Non, ce n'est pas la vision optimiste, c'est le pragmatisme du quotidien. Regardez par exemple la manière dont l'Europe est en train de s'organiser pour faire face à ce qu'on appelle les GAFA, Google, Amazon, Facebook, Apple.

Q - Vous obtiendrez une augmentation de la fiscalité ou une fiscalité qui toucherait GOOGLE, AMAZON, FACEBOOK, MICROSOFT ?

R - On a commencé en franco-allemand, parce que c'est un moteur franco-allemand qui fait souvent avancer l'Europe, à réfléchir à la manière de taxer les géants de l'Internet qui, sinon, font une concurrence déloyale aux acteurs européens. On a commencé à deux, aujourd'hui il y a 19 États membres de l'Union européenne qui soutiennent...

Q - Donc vous pensez que vous y parviendrez.

R - Bien sûr.

Q - Parce que c'est capital pour la plupart des pays européens.

R - C'est totalement capital et cela ne peut pas être traité à niveau national vu l'importance de ces acteurs de l'Internet. C'est une réponse européenne dont on a besoin et elle est en marche.

Q - Et éviter la domination du monde par les GAFA.

R - Et, en tout cas, s'assurer que la concurrence, qui est quelque chose d'important, soit loyale.

Q - Mais vous n'avez pas l'impression qu'il y a un nationalisme ou un populisme qui est en train de gagner dans différents pays de l'Europe ?

R - L'élection présidentielle française est un bon exemple.

Q - J'ai envie de dire presque le seul.

R - Il y avait au deuxième tour le choix entre un candidat pro-européen, qui se consacre à l'ouverture de la France sur l'Europe et sur le monde, et puis une candidate anti-européenne vivant dans l'illusion qu'on pouvait résoudre les problèmes de la France derrière des frontières ou des barrières. C'est le pro-européen qui a gagné.

Q - Oui. Mais en Allemagne il n'y a pas longtemps, il y a 93 députés d'extrême droite qui vont entrer au Bundestag.

R - Cela n'est pas à nous de donner des leçons à l'Allemagne parce que l'extrême droite est présente en France depuis longtemps. Il n'y a plus d'exception allemande. Il y a ce populisme, il y a cette façon de manipuler les inquiétudes et les mécontentements qu'on retrouve partout, qu'on retrouve ailleurs dans le monde. D'ailleurs, la question c'est de ne pas y être insensible, de répondre aux interrogations, aux mécontentements, aux inquiétudes des peuples, mais pas en leur racontant n'importe quoi.

Q - Et vous n'avez pas l'impression que le message pro-européen d'Emmanuel Macron arrive tard ?

R - Écoutez, heureusement qu'il arrive.

Q - Vous voulez dire qu'il arrive au bon moment.

R - Il arrive au bon moment. Je peux vous garantir qu'il y a un élan, un souffle européen en ce moment sur le continent et la prise de conscience que les grands enjeux, le changement climatique, la lutte contre le terrorisme - on entendait ce matin qu'avait été appréhendé en Italie quelqu'un qui est soupçonné d'avoir participé à la préparation de l'attentat de Marseille. C'est de la coordination, c'est de la coopération européenne. On ne peut rien faire enfermé derrière ses barrières nationales.

Q - Et le président de la République voulait proposer ou a proposé à la Sorbonne et à Athènes des conventions démocratiques dans chaque pays comme sur le modèle de La République en marche.

R - Oui.

Q - Est-ce que vous croyez que ces pays qui ont les troubles dont on parlait tout à l'heure ont la capacité justement d'organiser chez eux des conventions libres et démocratiques ?

R - Mais c'est non seulement la capacité mais je dirais que c'est une obligation. L'Europe a péché parce qu'elle n'a pas assez écouté les peuples. Elle s'est contentée, une fois de temps en temps, après avoir réuni des gens très intelligents pour proposer des réformes, de faire des référendums un peu brutaux extrêmement simplistes avec des réponses par oui ou par non. C'est le contraire de ce qu'on veut faire aujourd'hui.

Aujourd'hui, on veut qu'il puisse y avoir des initiatives citoyennes partout en Europe, des débats qui permettent de savoir ce que les Européens attendent de l'Union européenne.

Q - Et sur les migrants, est-ce qu'il y a une politique ou une législation européenne en matière d'accueil et en même temps de droit d'asile ? Vous pensez que vous y arriverez assez vite ?

R - On travaille à l'harmonisation du droit d'asile. Elle est indispensable parce que, pour le moment, la politique migratoire européenne fait des progrès mais elle est encore trop morcelée, trop désordonnée et pas assez cohérente.

Q - Oui. Mais en même temps, on voit qu'il y a un durcissement général qui est en train de se faire. Mme Merkel vient d'accepter des quotas plus sévères pour l'accueil des migrants. Ce n'est plus la Merkel d'avant sa réélection.

R - Oui, après avoir accueilli un million trois cent mille réfugiés, ce qui est absolument...

Q - Auxquels elle n'a pas donné forcément l'asile.

R - Pas tous.

Q - Pas tous.

R - Bien sûr.

Q - Et on les retrouve ici parfois en France.

R - Et aujourd'hui, une des questions qui nécessite qu'on harmonise le droit d'asile, c'est précisément qu'est-ce qu'on fait de quelqu'un qui a été débouté du droit d'asile dans un autre pays ? C'est là-dessus que l'Europe travaille, c'est là-dessus qu'elle doit être efficace, performante, cohérente.

Q - Nathalie Loiseau, vous avez parlé tout à l'heure de Theresa May et du Brexit. Est-ce qu'elle sera là en janvier 2018 ?

R - Ce n'est pas à moi de faire des prédictions sur la politique intérieure d'un autre pays de l'Union européenne.

Q - Non mais vous les connaissez, vous les voyez.

R - Ce qui est frappant aujourd'hui, c'est qu'il y a 27 États membres de l'Union européenne qui négocient grâce à Michel Barnier qui fait un travail formidable et qui sont extrêmement unis, et en face il y a un gouvernement britannique dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il est très divisé.

Q - Un mot. Cette semaine et peut-être aujourd'hui, l'UNESCO va voter pour choisir le ou la responsable. Il y a quatre candidats : un Qatari qui a beaucoup d'argent, une Égyptienne, un Chinois qui a beaucoup d'argent et une Française, Audrey Azoulay...

R - Qui a beaucoup de talent.

Q - Mais qui va gagner ? Le talent ou l'argent ?

R - Écoutez, c'est la plus compétente des quatre candidats. Il n'y a absolument aucun doute là-dessus. La France a une politique culturelle internationale très forte et donc il y a toute raison de soutenir la candidature d'Audrey Azoulay.

Q - Quand vous étiez patronne de l'ENA, vous avez publié une bande dessinée, sur la République, la démocratie.

R - Oui.

Q - Vous en préparez une autre là où vous êtes ?

R - Alors j'ai assez peu de temps libre, pour être honnête. Quand on est ministre, on est dédié à sa tâche toute la journée mais j'aimerais bien en faire une sur l'Europe, oui bien sûr.

Q - Oui, sur l'Europe ?

R - Pour l'expliquer aux jeunes.

Q - Alors prenez le temps de la faire. Merci d'être venue.

R - Merci.

Q - Bonne journée./.